

Appel des 200 Maîtres contre les évaluations nationales. Alerte rouge contre le givrage pédagogique !

13 janvier 2010

A quelques jours de l'opération "évaluations nationales CM2", l'appel des 200 Maîtres pour le boycott total ou partiel de ce dispositif anti-pédagogique monte en puissance, recueillant l'assentiment d'un nombre croissant de professionnels, mais faisant aussi réagir positivement associations et organisations syndicales.

1 - Les livrets d'épreuves arrivent progressivement dans les écoles. Certes les exercices semblent plus faciles que l'an dernier avec maintenant trois codes (1, 9 et 0) au lieu de deux (1, 0) ce qui prouve que nos critiques étaient justifiées. Mais le principe général de ces évaluations reste le même : produire des résultats chiffrés pour alimenter des statistiques sans permettre en rien d'aider à progresser des élèves en difficulté en français ou en mathématiques.

2 - L'appel des 200 a reçu de nouveaux soutiens très significatifs : la FCPE nationale (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves) et la FNAREN (Rééducateurs de l'Éducation Nationale). Rappelons que plusieurs personnalités ont également apporté leur signature : Miguel BENASAYAG (philosophe, psychanalyste), Daniel CALIN (agrégé de philosophie, formateur d'enseignants spécialisés), Eveline CHARMEUX (professeur honoraire IUFM, chercheur INRP), Pierre FRACKOWIAK (inspecteur Honoraire de l'Education Nationale), André GIORDAN (professeur à l'université de Genève), Roland GORI (professeur d'université - initiateur de l'Appel des Appels), Jean-Jacques HAZAN (président de la FCPE), Claire HEBERT-SUFFRIN (docteur en psychosociologie), André INIZAN (docteur d'Etat, professeur émérite des universités), René JAM (inspecteur d'académie honoraire), Danièle MANESSE (professeur d'université Paris 3), Philippe MEIRIEU (professeur des universités Lyon), Hubert MONTAGNER (professeur des universités, ancien directeur de recherche à l'INSERM), Laurent MUCCHIELLI (sociologue, directeur de recherches au CNRS), André OUZOULIAS (professeur de philosophie, formateur, IUFM de Versailles) ou Thierry PECOUT (Membre de l'Institut universitaire de France).

3 - En convergence avec l'appel des 200 maîtres, dans un communiqué commun, les trois organisations syndicales majoritaires dans le premier degré (Snuipp/FSU - SE/UNSA - SGEN/CFDT) demandent solennellement au Ministre Luc Chatel "une remise à plat" des évaluations".

4 - Diverses organisations syndicales s'inscrivent dans une opposition active au dispositif :

- Le syndicat majoritaire SNUipp-FSU appelle à ne passer que les épreuves portant sur des compétences étudiées, mais surtout à ne pas rendre publiques, ni communiquer à l'administration, les résultats. Plusieurs sections départementales du SNUipp, signataires de l'appel, s'engagent par ailleurs à soutenir syndicalement tous les collègues qui répondront en acte à l'appel.

- La fédération Sud éducation appelle les équipes enseignantes à organiser le boycott des évaluations CM2 et CE1.

- Enfin la Fédération Nationale CGT Education condamne les évaluations nationales et a posé un préavis de grève sur les 4 jours concernés, couvrant ainsi tous les collègues qui par la grève refusent d'entrer dans ce dispositif inepte d'évaluation.

5 - Les enseignants qui ne se retrouvent pas dans cette forme dangereuse de l'évaluation pourront aussi se mettre en grève le 21 janvier à l'appel des fédérations FSU, CGT, SUD, UNSA et CFDT pour la défense des Services Publics.

Contact : Sylvain Grandserre 06 19 69 45 83